



EIDGENÖSSISCHES DEPARTEMENT
FÜR AUSWÄRTIGE ANGELEGENHEITEN
DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DIPARTIMENTO FEDERALE DEGLI AFFARI ESTERI

Berne, le 4 février 1992

Au Conseil fédéral

Note d'information

- 1) Entretiens du Président de la Confédération, M. R. Felber (BRF) avec le Président de la RFTS, M. V. Havel, à l'occasion de la réunion des MAE de la CSCE, Prague, 30/31 janvier 1992

Cinq mois après sa visite bilatérale, BRF a été reçu par le Président Havel au Château. M. Havel a remercié une fois de plus la Suisse pour son aide, qui a d'ores et déjà porté ses fruits. BRF a informé son hôte de la totale satisfaction des professeurs de St-Gall engagés dans le projet de formation de cadres d'entreprise. Il a souligné encore l'importance décisive, aussi pour l'Europe occidentale, que le front de la démocratie s'avance, en se renforçant, toujours plus à l'Est. La désintégration de l'URSS donne un rôle encore accru aux pays d'Europe centrale. En conséquence, l'aide publique ne doit pas diminuer et les conditions doivent être les plus favorables possible aux investissements privés. A ce propos, BRF signale l'incertitude quant à l'avenir de l'unité du pays comme un facteur défavorable. Havel a été plus pessimiste à ce sujet qu'en automne 1991. Il est vrai qu'il vient de subir plusieurs échecs face à la classe politique (parlement) qui n'apprécie pas la volonté du Président de s'adresser directement



au peuple. Il reconnaît son échec de vouloir en deux ans établir définitivement les bases des nouvelles structures politiques du pays. Havel estime la situation "très grave" mais ne veut pas croire que les séparatistes, largement minoritaires en Slovaquie, puissent imposer leur volonté à la majorité. Ce sont eux, en attendant, qui bloquent la mise en oeuvre des réformes politiques, puisqu'ils s'opposent au référendum seul susceptible de lever définitivement l'hypothèque de la division qui empoisonne l'atmosphère. Le Président ne va rien imposer, mais continuera son effort de persuasion.

2) Rencontre des MAE des pays de l'AELE

Sous la présidence d'Hannibalson (Islande), les MAE des pays de l'AELE ont également mis à profit leur présence à Prague pour faire le point sur l'Espace économique européen. Ils ont convenu que seule une décision politique peut encore sauver l'entreprise. Le Conseil des Ministres qui se tient le 3.2. à Bruxelles est de la plus haute importance à ce sujet. Plusieurs démarches auprès des MAE de la CE ont été faites au cours des derniers jours, pour les convaincre de mettre un terme à une situation qui ne peut pas s'éterniser.

3) Rencontres du Chef du département (BRF) en marge du World Economic Forum, Davos, 1er/2 février 1992

Selon la tradition, BRF a profité de son séjour à Davos pour rencontrer une partie des leaders mondiaux qui s'y étaient donnés rendez-vous. La participation cette année était particulièrement nombreuse et relevée.

Le noyau dur a été constitué par la rencontre avec les Présidents Ter-Petrossian (Arménie), Moutalibov (Azerbaïdjan) Chouchkevitch (Biélarus), Nazarbayev (Kazakhstan), Snegur (Moldavie), Karimov

(Ouzbékistan) et deux entretiens substantiels avec le Président Kravtchouk (Ukraine) et le Vice-PM Chokhine (Fédération de Russie) accompagné du Vice-Président du Soviet Suprême Shumeiko.

M. Kravtchouk a concentré son intervention sur le fait que contrairement à ce que l'on semble penser en Occident, la question de la succession de l'URSS n'est pas réglée, à l'exception de la représentation au Conseil de Sécurité de l'ONU et, dans le domaine militaire, du commandement des troupes stratégiques. Il s'est montré irrité par les nombreuses déclarations de Yeltsine aux USA ("réduction de quelle force?"). Aucune discussion n'a préparé son voyage américain. Par conséquent il n'aurait dû, selon le Président, parler que des questions qui sont exclusivement de la compétence russe. Concernant la dette, l'Ukraine reprend 16,4 pour cent à son compte et revendique aussi sa part d'avoirs à l'étranger (question non réglée). Le Président rappelle l'erreur de l'Occident qui a cru que le service de la dette ne pouvait être assuré que par le centre, c'est-à-dire l'URSS. L'Ukraine propose une conférence internationale sur la dette à Kiev. Dans le domaine militaire, elle s'en tiendra à ses engagements (domaine nucléaire) et fixe à 200'000 hommes ses troupes conventionnelles. Concernant les minorités, Kravtchouk s'est montré très inquiet par les déclarations de Yeltsine aux USA sur le droit d'ingérence. Par ailleurs, il pense que les 12 mio de Russes d'Ukraine sont dans une meilleure situation générale que les Ukrainiens eux-mêmes. Dans le domaine économique, la marche vers l'économie de marché va se poursuivre, même si elle sera difficile. L'Ukraine va créer sa propre monnaie et pour ce faire aura besoin de l'aide internationale (FMI/BM) pour en assurer la convertibilité. Il prévoit l'équilibre de la balance des paiements pour fin 92. Il a déploré qu'aucune concertation n'ait eu lieu entre les républiques avant la mise en vigueur de la loi de libéralisation des prix. Le Président enfin a vigoureusement contesté que l'Ukraine soit un empêchement de tourner en rond au sein de la CEI. BRF a pour sa part accepté la demande de l'Ukraine de ne plus se contenter de

l'information unilatérale de Moscou pour les affaires de la République. Il s'engage à favoriser l'établissement de relations politiques et économiques stables entre les deux pays.

M. Chokhine (Fédération de Russie) a transmis le souhait de son pays de coopérer sur une base pragmatique avec la Suisse (remplacement de la commission mixte par quelque chose d'efficace). L'adhésion aux Institutions de Bretton Woods constitue un intérêt commun pour les deux pays. Concernant les structures de l'Etat, les Russes se sont montrés très intéressés aux nôtres, notamment concernant le droit des minorités ("la Russie ne peut pas se diviser en 88 parties").

Le Vice-Président du Soviet Suprême souhaite des échanges parlementaires. BRF a expliqué à M. Chokhine, très intéressé, l'état de la question européenne en Suisse.

Par ailleurs, BRF s'est entretenu avec le PM suédois, M. C. Bildt (B).

Das Gespräch, an dem auch Staatssekretär Blankart teilnahm, war ausschliesslich der Integrationspolitik der beiden Länder gewidmet. B sieht den EWRV für Schweden als Interimsregelung bis zum Beitritt als unverzichtbar an. Den Beitritt direkt anzusteuern, sei keine Option. Der politische Wille, die aus dem Gutachten des europäischen Gerichtshofes entstandenen Probleme zu lösen, sei bei den Mitgliedstaaten der EG vorhanden. Allerdings wird dies in manchen Ländern durch den Hinweis relativiert, dass den EFTA-Mitgliedern der Beitritt offen stünde und sie deshalb an den EWRV nicht allzu hohe Anforderungen stellen sollten. Island und die Schweiz hätten wohl mit einer Regelung, die den Vorstellungen der EG-Kommission entgegenkommt, am meisten Probleme. Norwegen könnte sich seines Erachtens flexibel zeigen, wenigstens sofern es ebenfalls den Beitritt ins Auge fasst. Das schwedische Parlament sollte den Beitritt vor den Neuwahlen im September 1994 genehmi-

gen, was den Antrag der Regierung im Dezember 1993 voraussetze. Wenn der europäische Rat im Juni in Lissabon grünes Licht für die Beitrittsverhandlungen gebe und das Mandat in der zweiten Jahreshälfte unter der britischen Präsidentschaft verabschiedet werde, sei dieser Zeitplan realisierbar. Auszuhandeln seien nur die schwedischen Mitwirkungsrechte in den Institutionen und die Beiträge an das EG-Budget. Die Landwirtschaft stelle z.B. kein Problem dar. Ebenso wenig die Neutralität, welche Schweden nie als dauernden Status festgelegt habe. Die Beschlüsse von Maastricht gäben für die schwedische Sicherheitspolitik genügend Spielraum, so dass diese nicht Gegenstand der Beitrittsverhandlungen zu sein habe.

L'entretien BRF-Andriessen (A) (Vice-Président de la Commission de la CE) a porté sur le GATT, l'EEE et l'aide à l'ex-URSS.

GATT: Ce qu'on demande en matière agricole à la CE est au-dessus du maximum de ce qu'elle peut donner; les USA notamment sous-estiment complètement les difficultés agricoles dans la Communauté. Le "papier" Dunkel est donc inacceptable et, dans ces conditions, A n'exclut plus un échec de l'Uruguay Round, ce qui serait désastreux pour les autres domaines où des résultats substantiels sont déjà sur la table.

EEE: A partage notre inquiétude et constate qu'aucune des solutions ébauchées actuellement ne semble pouvoir convenir. S'il estime - à titre personnel - que la Cour a "surréagi", les faits n'en sont pas moins là et la Cour doit être satisfaite. Son prestige à l'intérieur de la CE est immense et la contourner par une décision au niveau politique n'est pas réaliste, d'autant plus qu'il n'est pas toujours entièrement convaincu par nos arguments. Il s'agit en particulier d'éviter que les opérateurs économiques de l'AELE ne soient favorisés par rapport à ceux de la CE, soumis, eux, dans tous les cas à la juridiction de la Cour. Sa recommandation au Conseil des Ministres du 3.2. sera de poursuivre la

recherche d'une solution "juridiquement pure". Il ne faut donc guère s'attendre à une autre décision à son issue.

BRF plaide pour la recherche d'une formule pragmatique et tout en réitérant notre position insiste sur le fait que les "juges étrangers" ne sont pas négociables. Le Secrétaire d'Etat Blankart ébauche pour A quelques idées nouvelles pour débloquer la négociation. Ce dernier en prend note et promet de les étudier.

Mit Bezug auf die Hilfe an die Mitglieder der Gemeinschaft unabhängiger Staaten meinte A, es wäre besser gewesen, die Washingtoner Folgekonferenz in Tokio zu planen, verpflichtete doch die Einladung zur Durchführung in Lissabon die EG über Gebühr. Ueber die Soforthilfe hinaus gehe es in der nächsten Phase um technische Unterstützungsmassnahmen und die Ausarbeitung makro-ökonomischer Eckdaten. Der G-24 Rahmen sei dafür sowenig geeignet wie die OECD. Die Grössenordnung der benötigten Hilfe verlange nach einem globalen Einsatz (Einbezug der Golfstaaten) und einem aktiven Einbezug der Bretton Woods Institutionen. Wichtig sei auch, vorgängig mit den GUS-Staaten Voraussetzung und Verwendung der Hilfe festzulegen.

BRF a eu un entretien substantiel avec le PM Turc, M. Demirel, qui s'est déroulé dans une atmosphère amicale.

Der türkische Ministerpräsident Demirel - zum siebten Mal in 25 Jahren Regierungschef und seit 60 Tagen erneut im Amt - hebt zwei Akzente seiner Regierungskoalition besonders hervor:

1. Der Respekt der Menschenrechte, die Demokratisierung und die Stärkung des Rechtsstaates. Für die Verwirklichung der diesbezüglichen internationalen Verpflichtungen (UNO, KSZE, Europarat) wird inskünftig ein Staatssekretär für Menschenrechte verantwortlich sein.

2. Durch den Umbruch in den internationalen Beziehungen wird die Brückenfunktion der Türkei hervorgehoben. Sein Land zeige exemplarisch, dass es keinen Widerspruch zwischen Islam, Demokratie und moderner Gesellschaft gebe.

BRF begrüsst es, dass die Türkei die grossen Fragen unserer Zeit mit einer Regierung Demirel in Angriff nimmt und dass nun die Zusammenarbeit mit ihr weitergeführt werden kann. Er weist auf die Verantwortung hin, die der Türkei heute hinsichtlich der südlichen Republiken der GUS zukommt, damit diese nicht in den Einflussbereich des radikalen Fundamentalismus fallen.

Auf dem Gebiet der bilateralen Beziehungen wird die Frage der schweizerischen Waffenexporte, die Kurdenproblematik und die Hilfe der Schweiz an die vom Golfkrieg besonders betroffenen Frontstaaten angesprochen.

Le PM grec Mitsotakis a fait part à BRF de ses craintes concernant la Yougoslavie. Selon lui aucune solution n'est possible sans la Serbie ("Milosevic est leur seul leader raisonnable"). Il se méfie des vues bulgares (non déclarées) et albanaises (déclarées) sur la Macédoine. L'indépendance de la Bosnie-Herzégovine serait tout à fait irréalisable.

BRF a aussi rencontré les Présidents Landsbergis (Lituanie) et Jelev (Bulgarie), qui lui ont décrit les besoins immenses de leurs pays et les problèmes qu'ils rencontrent.

Les entretiens avec les PM d'Algérie (Ghozali) et de Tunisie (Karoui) ont surtout porté sur le fondamentalisme. Ghozali s'est montré curieusement très sûr de lui dans son interprétation des résultats du 1er tour des élections ("80 pour cent de la population ne partage pas les vues du FIS"). A une question de BRF, Ghozali a affirmé que vouloir isoler la Lybie pourrait avoir de graves conséquences. Il s'est montré réservé quant à l'indé-

pendance totale du Sahara occidental, à une époque où l'Afrique du Nord recherche une solution d'intégration.

Le PM Sharif du Pakistan souhaitait gagner le soutien suisse dans les différends qui l'oppose à l'Inde: Cachemire (droits de l'homme) et l'initiative du Pakistan en faveur de la dénucléarisation de la région. BRF, sans s'engager concrètement, a rappelé la disponibilité de la Suisse, comme pour la question afghane, sur laquelle les deux pays sont d'accord (soutien du plan de l'ONU).

Le Président de la Confédération a enfin saisi l'occasion de revoir le MAE indien Solanki qui souhaitait l'entretenir de certaines questions bilatérales entre les deux pays.

DEPARTEMENT FEDERAL
DES AFFAIRES ETRANGERES

René Felber

a/a

EIDGENÖSSISCHES DEPARTEMENT
FÜR AUSWÄRTIGE ANGELEGENHEITEN

Der Generalsekretär

p.A. 11.10.51.

Bern, 5. Februar 1992

An die Generalsekretäre
der Departemente

Informationsnotiz an den Bundesrat

In der Beilage erhalten Sie ein von unseren Diensten verfasstes
Papier betreffend

- 1) Gespräch von Bundespräsident René Felber mit dem Präsidenten
der Tschechischen und Slowakischen Föderativen Republik,
V. Havel, anlässlich des Aussenministertreffens der KSZE-
Staaten, Prag, 30./31.1.1992
- 2) Treffen der Aussenminister der EFTA-Staaten im Rahmen des
KSZE-Treffens in Prag
- 3) Gespräche von Bundespräsident René Felber anlässlich des World
Economic Forums, Davos, 1./2.2.1992

Herrn Bundespräsident Felber war es leider vor seiner Abreise nach
Strassburg nicht mehr möglich, die Informationsnotiz an seine
Kollegen zu unterschreiben. Ich bitte Sie aber trotzdem, das
beiliegende Papier in das Dossier der nächsten Bundesratssitzung
miteinzubeziehen.



R. Schaller

Beilage erwähnt